

## Procès-verbal de l'Assemblée communale ordinaire du 26 mars 2014, à 20h00

Présidente : Mme Céline Odiet  
Secrétaire : M. Vincent Chételat, secrétaire communal

Cette assemblée a été convoquée par publication dans le Journal Officiel n° 10 du 12 mars 2014 et par circulaire tous-ménages.

Les membres du Conseil communal sont tous présents. Dix-sept citoyennes et citoyens sont venus assister aux débats.

Excusé(e)s : Mmes Agnès Torti, Hélène Girardin, Francine Broquet, Marie Frund, Chantal Eggenschwiler, Chantal Charmillot, Rose-Marie Koller, Sylvie Grillon  
MM. Paul Koller, Thierry Braun, Loris Braun

Madame la Présidente déclare l'Assemblée ouverte et souhaite la bienvenue aux membres de l'Autorité communale ainsi qu'aux personnes présentes et plus à particulièrement Monsieur Patrick Houlmann du bureau d'ingénieurs RWB SA, venu présenter la demande de crédit pour l'élaboration du Plan général d'alimentation en eau potable ainsi que la demande de crédit pour l'assainissement de la commande des pompes et de la filtration. Puis, elle propose Madame Myriam Ackermann et Monsieur Jean-Luc Gerber qui sont nommés tacitement pour fonctionner en qualité de scrutateurs.

Madame la Présidente donne ensuite lecture de l'ordre du jour qui est accepté comme suit :

1. Approuver le procès-verbal de l'Assemblée communale extraordinaire du lundi 18 décembre 2013 publié sur le site de la commune, [www.bourrignon.ch](http://www.bourrignon.ch). Il peut également être consulté au Secrétariat communal ;
2. Décider l'ouverture d'un crédit de Fr. 14'600.00 pour l'élaboration du Plan général d'alimentation en eau potable, à couvrir par les recettes courantes ;
3. Décider l'ouverture d'un crédit de Fr. 145'000.00 pour l'assainissement de la commande des pompes et de la filtration à couvrir par voie d'emprunt et donner mandat au Conseil communal pour la consolidation en emprunt ferme ;
4. Approuver les comptes 2013 et voter les dépassements de budgets ;
5. Divers

Elle propose à l'Assemblée une inversion dans l'ordre du jour à savoir que les points deux et trois seront pris en début d'Assemblée. L'approbation du procès-verbal sera faite après ces deux points. Cette proposition est acceptée par l'Assemblée.

### **2. Décider l'ouverture d'un crédit de Fr. 14'600.00 pour l'élaboration du Plan général d'alimentation en eau potable, à couvrir par les recettes courantes**

Madame la Présidente donne la parole à Monsieur Michel Eggenschwiler, conseiller communal en charge de ce dossier. Il présente brièvement ce point de l'ordre du jour. Le Plan général d'alimentation en eau potable (PGA) est un document qui est devenu indispensable pour solliciter des aides financières auprès des autorités cantonales et communales. Ce document, exigé par la législation, permettra à l'Autorité communale de disposer d'un journal de bord du réseau d'eau. Il servira également de références pour les investissements ou développements futurs ainsi que pour des extensions vers d'autres réseaux. Il passe ensuite la parole à Monsieur Patrick Houlmann du bureau d'ingénieurs RWB SA, afin de présenter plus en détail ce point de l'ordre du jour.

Les buts et les objectifs du PGA sont de disposer d'un outil de planification permettant d'assurer le financement du fonctionnement du réseau d'eau potable et des investissements futurs nécessaires. Les points traités par le PGA sont les suivants :

- description du réseau d'eau ;
- diagnostic de l'ensemble des installations et du réseau de conduites ;
- modélisation hydraulique du réseau ;
- synthèse des problèmes et identification des besoins en travaux ;
- valeur de renouvellement ;
- propositions futures : techniques et financières ;
- alimentation en temps de crise.

Le montant total soumis à l'Assemblée pour la réalisation de ce document se monte à Fr. 14'600.00. Cette étude est subventionnée par le Service de l'Environnement de la République et Canton du Jura.

Après la réalisation de ce PGA, l'Autorité communale pourra soumettre ses projets en matière d'eau auprès des autorités cantonales (Service de l'Environnement, Service de l'Economie rurale), fédérales (Office fédéral de l'agriculture) ou d'organismes privées (Etablissement cantonal d'Assurance). Ces subventions peuvent être au maximum de :

- canton : 40%
- ECA : 5 à 10%
- OFAG : 17 à 25%

La présentation terminée, l'entrée en matière est acceptée tacitement et la discussion est ouverte.

Monsieur Ernest Müller souhaite savoir si ce PGA s'arrête aux frontières communales. Effectivement, il s'arrête aux frontières communales mais les liaisons intercommunales sont répertoriées.

Monsieur Rémy Koller demande si cette étude va renchérir le prix de l'eau. Il n'y aura aucune conséquence sur le prix de l'eau. L'objectif du Conseil communal est de maintenir le prix de l'eau au niveau actuel.

La parole n'est plus demandée, la discussion est close.

**L'Assemblée passe au vote à main levée et approuve, à l'unanimité, l'ouverture d'un crédit de Fr. 14'600.00 pour l'élaboration du Plan général d'alimentation en eau potable, à couvrir par les recettes courantes.**

**3. Décider l'ouverture d'un crédit de Fr. 145'000.00 pour l'assainissement de la commande des pompes et de la filtration à couvrir par voie d'emprunt et donner mandat au Conseil communal pour la consolidation en emprunt ferme**

Madame la Présidente donne la parole à Monsieur Michel Eggenschwiler, conseiller communal en charge de ce dossier. Il présente brièvement ce point de l'ordre du jour. Depuis plusieurs années, l'automatisation de la station de pompage du Moulin donne des signes de faiblesses et génère des frais de dépannage importants. Le système informatique du local de commande, situé dans le bâtiment de l'ancienne école, ne permet plus d'établir les bilans des différents débits de consommation du réseau. Les automates et la commande de la station de pompage ne sont plus compatibles avec la technologie actuelle. En fonction de ces éléments, le Conseil communal a confié au bureau d'ingénieurs RWB SA un mandat afin d'estimer les travaux à exécuter pour la modernisation de la télécommande et du système de l'automatisation du réseau. Ce projet a également été présenté à la commission des eaux qui l'a approuvé afin de garantir une alimentation en eau de qualité et en suffisance à la population. Il cède ensuite la parole à Monsieur Patrick Houlmann du bureau RWB SA qui présente plus en détails ce point de l'ordre du jour. Afin d'établir un projet pour l'assainissement de la commande des pompes et de la filtration, un état des lieux et un constat des installations actuelles ont été effectués. Comme l'a déjà dit Monsieur Michel

Eggenschwiler, le matériel actuel n'est plus fabriqué et ne répond plus aux exigences demandées. Dès lors, afin de remédier à ces carences, il a été décidé d'assainir ces installations pour les raisons suivantes :

- état vieillissant des installations ;
- plus de pièces de rechange ou difficilement livrables ;
- nécessité d'assurer un fonctionnement sans faille ;
- nécessité d'avoir des mesures fiables pour les bilans annuels et les recherches de fuites dans les différentes zones de distribution ;
- financement assuré par le Service de l'eau, sans augmentation de la taxe actuelle ;
- le taux de subventionnement devrait être relativement important compte tenu des volumes distribués pour les domaines agricoles. Ces demandes officielles seront effectuées après acceptation du projet par l'Assemblée communale.

Le montant total des travaux pour l'assainissement de la commande des pompes et de la filtration est de Fr. 145'000.00.

La présentation terminée, l'entrée en matière est acceptée tacitement et la discussion est ouverte.

Monsieur Christophe Ackermann demande si le Conseil communal a étudié la possibilité d'utiliser le bureau communal comme local pour le fontainier. Cela a été envisagé mais tous les câbles arrivent dans le local situé dans l'ancienne école et ce dernier est plus pratique pour le fontainier.

Monsieur Gérald Charmillot profite de l'occasion pour demander si le bureau communal est encore occupé. Il lui est répondu que oui.

Monsieur Ernest Müller souhaite vraiment que ces installations soient rénovées. Il rappelle le risque encouru par la commune en travaillant avec le matériel actuel.

Madame Elisabeth Braun demande si l'entreprise qui sera chargée de ces travaux est une entreprise « sérieuse ». Le but du Conseil communal et du bureau RWB SA est de garantir la pérennité des installations. Elle demande également si le taux de subventionnement pour ces travaux est déjà connu. Non, mais encore une fois, grâce à l'acceptation du PGA, la Commune peut s'attendre à un subventionnement de 35 à 50%.

La parole n'est plus demandée, la discussion est close.

**L'Assemblée passe au vote à main levée et approuve, à l'unanimité, l'ouverture d'un crédit de Fr. 145'000.00 pour l'assainissement de la commande des pompes et de la filtration à couvrir par voie d'emprunt et donner mandat au Conseil communal pour la consolidation en emprunt ferme.**

Madame la Présidente remercie Monsieur Patrick Houlmann pour ces présentations.

## **1. Procès-verbal**

Le procès-verbal de l'Assemblée communale ordinaire du lundi 18 décembre 2013 a été publié sur le site internet de la Commune. L'Assemblée ne demande pas sa lecture. Il est approuvé tacitement, à l'unanimité, avec remerciements à son auteur.

## **2. Approuver les comptes 2013 et voter les dépassements de budgets**

Madame Elisabeth Braun, caissière, présente les comptes communaux de l'année écoulée. Les comptes 2013 bouclent avec un déficit de Fr. 38'680.40 alors que le budget prévoyait un déficit de Fr. 28'500.00. Le total de charges s'élèvent à Fr. 1'033'223.75 et les recettes à Fr. 995'543.35. Le résultat déficitaire s'explique en partie des rentrées fiscales moins élevées que prévues.

Ensuite, Madame Elisabeth Braun passe en revue les comptes rubrique par rubrique.

Au chapitre 1, « Autorités, administration générale », Monsieur Ernest Müller souhaite connaître les charges liées à l'ancienne école. Il s'agit de l'électricité et de l'assurance immobilière.

Au chapitre 9, « Imposition », Monsieur Ernest Müller demande le montant versé par le fonds de compensation en 2012. Celui-ci se montait à Fr. 107'000.00.

Au chapitre 11, « Enlèvement des ordures », Monsieur Rémy Koller souhaite connaître la raison de la différence entre le budget et les comptes de ce chapitre (+ Fr. 10'000.00). Cette différence est due à la réfection du chemin menant à la déchetterie communale.

La parole n'est plus demandée et la Présidente présente le rapport des vérificateurs des comptes. Ils recommandent à l'Assemblée d'approuver les comptes 2013.

Madame Elisabeth Braun présente, pour terminer, les dépassements de budgets soumis à l'Assemblée communale, soit :

Chapitre 1, « Autorités et administration générale »	Fr. 3'583.00
Chapitre 8, « Finances »	Fr. 2'042.00

**L'Assemblée passe au vote à main levée et approuve, à l'unanimité, les comptes 2013 de la Commune ainsi que les dépassements de budgets.**

#### 4. Divers

Monsieur Michel Eggenschwiler donne quelques informations au sujet de l'éclairage public. La Commune souhaite équiper, petit à petit, les candélabres d'ampoules LED.

Monsieur Didier Torti donne quelques compléments d'informations concernant le programme de facturation présenté sur le tous-ménage du mois de mars. Le Conseil communal a décidé d'établir ce programme afin de mieux répartir les rentrées d'argent sur toute l'année et également, afin d'être en adéquation avec le programme de facturation de la commune de Develier.

Au sujet des impôts, Monsieur Didier Torti informe l'Assemblée que les impôts communaux en retard se montent à Fr. 120'000.00 alors qu'ils se montaient à plus de Fr. 200'000.00 ces dernières années.

Le sujet de la fusion des communes est également abordé par Monsieur Didier Torti qui explique que ce projet va continuer avec les treize communes concernées. Le comité de fusion a subi des changements et c'est Monsieur Christophe Riat, maire de Develier qui en est le président.

Enfin, Monsieur Didier Torti informe l'Assemblée que le projet du nouveau Plan d'aménagement local avance bien et, si tout se passe comme prévu, il sera présenté à la population dans le courant du mois de mai, voir juin de cette année.

Monsieur Gérald Charmillot interpelle le Conseil communal pour connaître les raisons qui l'ont poussé à introduire un nouveau système de facturation qui, selon lui, engendrera des frais supplémentaires. Monsieur Didier Torti rappelle encore une fois que ce système permet à la Commune d'étaler les rentrées d'argent sur toute l'année. De plus, il permet une meilleure gestion de la facturation au sein de l'administration de Develier.

Monsieur Christophe Ackermann revient sur le Plan d'aménagement local et plus spécialement sur la Conception évolutive du paysage (CEP) élaboré par le bureau Biotec. Après recherche de

renseignements, il informe l'Assemblée qu'il n'y a pas de base légale concernant les mises en zone de protection de paysage et de la nature. Il donne quelques éléments de la CEP, présentée aux agriculteurs le 18 mars dernier, qu'il trouve dommageables :

- bureau Biotec pas présent à cette information aux agriculteurs ;
- les zones de protection autour des bâtiments existants ;
- le fait que l'équité entre les exploitations ne soit pas respectée dans la mise en zone ;
- la surface mise en zone par le bureau Biotec par rapport aux autres communes.

Il a pris contact avec le bureau Biotec qui a refusé de le recevoir afin de discuter de ces points ci-dessus. Il souhaite que ce document soit encore affiné.

Monsieur Didier Torti informe l'Assemblée que le bureau Biotec ne pouvait être présent à cette séance d'information. Le souhait du Conseil communal, au sujet de la CEP, est de rétablir une certaine équité entre les exploitations agricoles qui n'existe pas aujourd'hui. Il rappelle que les zones de protection du paysage ne sont pas très contraignantes pour l'agriculture, par rapport aux zones de protection de la nature. Le projet de la CEP n'est pas figé, il peut encore être amélioré. Le vœu du Conseil communal et de la commission du PAL est de satisfaire au mieux les intérêts de chacun.

Monsieur Ernest Müller souhaite savoir si la protection des sources fait partie du PAL. Non, le PAL ne s'occupe des sources.

Pour terminer, Monsieur Didier Torti tient à remercier Madame Stéphanie Ackermann, qui a donné sa démission en tant que conseillère communale, pour tout le travail accompli au service de la Communauté. Il lui remet un petit présent de la part du Conseil communal.

Il remercie également Madame Elisabeth Braun qui a présenté pour la dernière fois les comptes communaux.

La parole n'est plus demandée, la présidente lève la séance à 21h40, en présence de vingt-quatre personnes, membres de l'Autorité compris.

Au nom de l'Assemblée communale

La Présidente :

le Secrétaire :



C. Odiet



V. Chételat